

## Communiqué de presse

Nantes, le jeudi 28 février 2019

### **Grand débat national : Les citoyens entrepreneurs de Loire-Atlantique formulent 12 propositions prioritaires**

*Dans le cadre du Grand débat national, la CCI Nantes St-Nazaire, en partenariat avec le Medef 44, a engagé des travaux de réflexion associant les chefs d'entreprises du territoire. Après consultation des entreprises de Loire-Atlantique, ces travaux font ressortir 26 propositions, dont 12 jugées prioritaires. Elles seront transmises au référent départemental du Grand débat national .*

Le 25 janvier dernier, 87 dirigeants d'entreprises, élus de la CCI Nantes St-Nazaire, et dirigeants de clubs et associations d'entreprises du territoire étaient invités à plancher à la CCI Nantes St-Nazaire sur les 4 thématiques du Grand débat national voulu par le Président de la République.

Répartis en 9 groupes de travail, ce travail a débouché sur plus d'une centaine de propositions qui ont été adressées aux entreprises ressortissantes de la CCI Nantes St-Nazaire et aux adhérents du Medef 44.

Signe d'une véritable envie de prendre part à ce débat public, 814 chefs d'entreprises du territoire ont répondu à cette grande consultation pour faire émerger 26 propositions, dont 12 jugées prioritaires de par le taux d'assentiment qu'elles ont recueillies.

#### **Les 12 propositions prioritaires**

- **La transition écologique**

1. Favoriser les circuits courts (matières premières, transformation, distribution), protéger et valoriser les savoir-faire et appellations d'origine.  
*94,3 % des dirigeants consultés ont plébiscité cette proposition*
2. Favoriser des solutions adaptées à l'activité des entreprises et de leurs collaborateurs (télétravail, horaires décalés, etc).
3. Faciliter le suramortissement pour les entreprises qui investissent dans la transition écologique

- **La fiscalité et les dépenses publiques**

4. Le revenu global de celui qui travaille doit être supérieur à celui qui est subventionné  
*89% des dirigeants consultés ont plébiscité cette proposition*
5. Favoriser l'harmonisation fiscale et sociale à l'échelle européenne
6. Réduire les dépenses publiques en fixant un seuil maximal en pourcentage du PIB

- **La démocratie et la citoyenneté**

7. Promouvoir la médiation lors des contentieux entre entreprises et Etat, avec notamment une prise en compte du droit à l'erreur  
*85,8% des dirigeants consultés ont plébiscité cette proposition*
8. Favoriser les échanges et le partage entre le monde de l'entreprise, l'école et les élus, avec par exemple un stage de 3 jours en entreprises pour les élus et les jeunes
9. Favoriser une politique migratoire orientée autour des besoins en main d'œuvre du pays et faciliter les démarches administratives à l'embauche des immigrés/migrants, notamment pour les métiers en tension

- **L'organisation de l'Etat et des services publics**

10. Simplifier la relation avec l'administration via notamment un dossier administratif unique pour les entreprises  
*91,7 % des dirigeants consultés ont plébiscité cette proposition*
11. Réduire le millefeuille territorial et administratif. Positionner l'Etat sur les missions régaliennes, les Régions et les Intercommunalités sur la proximité
12. Imposer une stabilité dans le temps des règles administratives et fiscales

Outre ces 12 propositions jugées prioritaires par les chefs d'entreprises, 14 autres ont émergé, parmi lesquelles :

- « Inciter à la prise en compte des considérations environnementales dans l'entreprise via par exemple la mise en place de bonus/malus »,
- « Faciliter le développement d'une représentation syndicale neutre politiquement dans les entreprises »
- « Limiter la fiscalité sur la cession d'entreprise et les droits de succession associés »
- « Pas de surtransposition des directives européennes au niveau national »

A contrario, en matière de fiscalité la question du **rétablissement ou non de l'ISF ne constitue pas un sujet prioritaire, ou même annexe, pour les dirigeants d'entreprises interrogés.**

## Des chefs d'entreprises qui veulent prendre la parole

**Président de la CCI Nantes St-Nazaire, Yann Trichard note que** « *les chefs d'entreprises du territoire ont manifesté une véritable envie de s'investir dans ce Grand débat national et l'un des rôles essentiel de la CCI Nantes St-Nazaire est de **les représenter et de faire entendre leur voix ; celle du terrain.** Leurs propositions témoignent d'abord d'un souhait de pouvoir développer leur entreprise et donc de créer de l'emploi sur le territoire. A ce titre, la transition écologique leur paraît être une opportunité qui mérite d'être encouragée. Ces dirigeants ont également soit d'équité, qu'elle soit fiscale ou sociale, de simplification, de stabilité, et surtout de pragmatisme* ».

Porte-parole des 50.000 entreprises du territoire, la CCI Nantes St-Nazaire, en partenariat avec le Medef 44, s'est rapidement mobilisée dès l'annonce du Grand débat national, afin de faire entendre leur voix auprès des pouvoirs publics. Qu'il s'agisse de Transition écologique, de Fiscalité, de Services Publics ou de Démocratie, les entrepreneurs du territoire ont des choses à dire. Les corps intermédiaires tels que les chambres consulaires et les organisations professionnelles sont un rouage essentiel dans la construction de solutions partagées associant les acteurs de la société civile.

---

**Contact presse** : Simon Janvier, T. 02 40 44 63 31, M. 07 72 29 68 21, [simon.janvier@nantesstnazaire.cci.fr](mailto:simon.janvier@nantesstnazaire.cci.fr)



@CCINantes

Siège : Centre des Salorges - 16, quai Ernest Renaud - CS 90517 - 44105 Nantes Cedex 4

Hôtel Consulaire - 35, avenue du Général de Gaulle - CS 70405 - 44602 Saint-Nazaire Cedex

T. 02 40 44 60 00 - F. 02 40 44 60 90 - Ets public - N° SIREN 130 008 105 - APE 9411 Z - [www.NantesStNazaire.cci.fr](http://www.NantesStNazaire.cci.fr)